

Avis relatif au projet d'arrêté royal concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

- **Demandé par le Ministre du Climat et de l'Énergie, M. Magnette, dans une lettre datée du 22 mars 2011**
- **Préparé par le groupe de travail normes de produits**
- **Approuvé par l'Assemblée générale du 29 avril 2011 (voir Annexe 1)**
- **La langue originale de cet avis est le français**

1. Contexte

[a] Le Ministre du Climat et de l'Énergie, Paul Magnette, a saisi le CFDD d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie. Le courrier, daté du 22 mars 2011, demande que le CFDD formule son avis pour le 26 avril 2011.

[b] Le projet d'arrêté royal soumis pour avis, qui est reproduit à l'annexe 4, a été élaboré en vue de transposer la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie.

[c] Cette législation européenne a notamment pour but d'entraîner des économies d'énergie en vue d'atteindre les objectifs d'efficacité énergétique de l'Union européenne.

[d] La fourniture d'informations exactes, pertinentes et comparables sur la consommation énergétique des produits liés à l'énergie devrait orienter le choix des utilisateurs finaux au profit des produits consommant moins d'énergie pendant l'utilisation.

Cette information sera fournie grâce à des étiquettes uniformes pour tous les produits d'un même type, fournissant des informations normalisées relatives au coût en énergie et à la consommation des produits en autres ressources essentielles comme le gaz.

Des mesures sont aussi prises afin que ces informations parviennent également aux utilisateurs finals potentiels qui ne voient pas le produit exposé et n'ont donc pas la possibilité de voir l'étiquette.

[e] Des mesures d'incitation pour les produits économes en énergie sont de plus prévues *via* la passation des marchés publics.

[f] Le projet d'arrêté royal soumis pour avis est pris en vertu des articles 11, § 1^{er}, a), et 57, § 1^{er}, 4°, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

2. Avis

- [1] Le CFDD demande qu'il soit fait référence à l'avis qu'il a rendu dans le préambule du projet d'arrêté royal.
- [2] Le Conseil pense que les *règlements-délégués* devraient également être mentionnés à l'article 18 du projet d'arrêté royal soumis pour avis, afin de s'assurer que le respect de l'ensemble de la législation applicable en la matière soit garanti.
- [3] Le nouveau système d'étiquetage prévu par la directive 2010/30/UE précitée ne fait pas l'unanimité au sein du Conseil, comme ont pu le prouver les débats qui ont porté sur l'opportunité de choisir un système d'étiquetage reprenant des catégories « A » à « G » mises à jour régulièrement ou de privilégier plutôt le système allant de « A⁺⁺⁺ » à « D ».
- Le Conseil sera attentif à la phase d'évaluation de cette directive sur ce sujet et souhaite être consulté à cette occasion.
- [4] Le CFDD souligne que l'objectif d'économie d'énergie poursuivi par le nouveau système d'étiquetage énergétique peut également être atteint grâce aux règles édictées par la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et ses règlements d'application¹. Le CFDD invite par conséquent la Belgique à soutenir la définition d'exigences ambitieuses pour les catégories de produits devant être prochainement discutées au niveau européen ainsi que leur mise en œuvre rapide.
- Le Conseil estime que l'amélioration de l'efficacité énergétique des produits, combinée aux mesures de réduction de leur impact global sur l'environnement par une prise en compte de l'ensemble de leur cycle de vie, est, au même titre que la diffusion de ces nouveaux produits, prioritaire.
- [5] Le CFDD demande que l'article 11 du projet d'arrêté royal soit dûment appliqué dans le futur afin de stimuler grâce aux marchés publics l'acquisition des produits présentant les niveaux de performance énergétique les plus élevés.
- [6] Le Conseil estime que la notion de « mesure d'incitation » visée à l'article 11, § 3, du projet d'arrêté royal manque de clarté et souhaite que celle-ci ne soit pas interprétée de façon trop restrictive afin de permettre de continuer à stimuler l'acquisition des produits les plus efficaces au niveau de la consommation d'énergie.
- [7] Le CFDD regrette que l'article 3, § 1^{er}, c), de la directive 2010/30/UE précitée qui prévoit que soient menées des campagnes d'information à caractère éducatif et promotionnel n'ait pas été transposé dans le projet d'arrêté royal. Le Conseil insiste sur le fait que ces campagnes d'information soient effectivement menées.
- [8] Le CFDD souhaite enfin que soit estimée la contribution qu'apportera l'étiquetage énergétique en matière d'économie d'énergie et qu'un suivi soit assuré afin de mesurer l'impact de la nouvelle réglementation.

¹ Règlement (UE) n° 1015/2010 de la Commission du 10 novembre 2010 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux lave-linges ménagers et règlement (UE) n° 1016/2010 de la Commission du 10 novembre 2010 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux lave-vaisselles ménagers.

Annexe 1. Membres de l'Assemblée générale ayant droit de vote qui ont participé au vote pour cet avis

- Le président et 2 vice-présidents :
T. Rombouts, I. Callens, J. Turf
- 3 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la protection de l'environnement :
L. Cloots (BBL), J. Miller (IEW), R. de Schaetzen (Natagora)
- 3 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la coopération au développement :
J. Dalemans (Broederlijk Delen), B. Gloire (oxfam), G. Vandermosten (VODO)
- Aucun des 2 représentants des organisations non-gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs
- 3 des 6 représentants des organisations des travailleurs :
A. De Vlaminck (CSC), D. Van Oudenhoven (CGSLB), C. Rolin (CSC)
- Les 6 représentants des organisations des employeurs :
I. Chaput (Essenscia), A. Defourny (FEB), A. Deplae (UCM), P. Vanden Abeele (UNIZO), A. Nachtergaele (FEVIA), M.-L. Semaille (FWA)
- Les 2 représentants des producteurs d'énergie :
F. Schoonacker (SPE), H. De Buck (Electrabel)
- Les 6 représentants des milieux scientifiques :
M. Carnol (ULg), L. Helsen (KUL), D. Lesage (UG), E. Zaccarà (ULB), R. Ceulemans (UA), J.-P. van Ypersele de Strihou (UCL)

Total : 26 des 38 membres ayant voix délibérative

Annexe 2. Réunions de préparation de cet avis

Le groupe de travail « normes de produits » s'est réuni le 8 avril 2011 pour préparer cet avis.

Annexe 3. Personnes ayant collaboré à la préparation de cet avis.

- Prof. Luc LAVRYSEN (UGent, président du groupe de travail)

Membres avec voix délibérative et leurs représentants

- Mme Marie CORS (IEW)
- Mme Anne DE VLAMINCK (ACV-CSC)
- M. Bert DE WEL (ACV-CSC)
- Mme Anaïs DEVILLE (CRIOC-OIVO)
- M. Laurent HELLEBAUT (AGORIA)
- Mme Valérie XHONNEUX (IEW)

Expert invité

- M. Guibert CREVECOEUR (SPF Economie)

Secrétariat

- M. Jan DE SMEDT
- M. Alexis DALL'ASTA

Annexe 4. Projet d'arrêté royal tel qu'il a été soumis pour avis

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

{DATE}.- Arrêté royal concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

ALBERT II, ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, les articles 11, § 1^{er}, a) et 57, § 1^{er}, 4^o ;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le

Vu l'avis (...) du Conseil d'Etat, donné le (...) en application de l'article 84, § 1^{er}, alinea 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Climat et de l'Energie,

NOUS AVONS ARRETE
ET ARRETONS

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose en droit la Directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010, concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à

KONINKRIJK BELGIË

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

{DATUM}.- Koninklijk besluit betreffende de vermelding van het energieverbruik en het verbruik van andere hulpbronnen op de etikettering en in de standaardproductinformatie van energiegerelateerde producten

ALBERT II, KONING DER BELGEN.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, inzonderheid de artikelen 11, § 1, a) en 57, § 1, 4^o;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O., gegeven op

Gelet op het advies van de Inspecteur des Financiën, gegeven op

Gelet op de goedkeuring van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op

Gelet op het advies (...) van de Raad van State, gegeven op (...) met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Klimaat en Energie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN
BESLUITEN WIJ:

Artikel 1. Dit besluit zet de Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de vermelding van het energieverbruik en het verbruik van andere hulpbronnen op de etikettering en in de standaardproductinformatie van energiegerelateerde producten en tot intrekking

l'énergie et abrogeant la Directive 92/75/CEE, dénommée ci-après la « directive 2010/30/UE ».

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° « produit lié à l'énergie » ou « produit »: tout bien ayant une incidence sur la consommation d'énergie pendant son utilisation et mis sur le marché et/ou mis en service, y compris les pièces prévues pour être intégrées dans un produit lié à l'énergie régi par le présent arrêté et qui sont mises sur le marché et/ou mises en service sous forme de pièces détachées destinées aux utilisateurs finals et dont la performance environnementale peut être évaluée de manière indépendante;
- 2° fiche: un tableau d'information uniformisé relatif à un produit;
- 3° autres ressources essentielles: l'eau, les produits chimiques ou toute autre substance consommée par un produit au cours d'une utilisation normale;
- 4° renseignements complémentaires: les autres renseignements relatifs au rendement et aux caractéristiques d'un produit, fondés sur des données mesurables, qui concernent ou aident à évaluer sa consommation en énergie ou en autres ressources essentielles;
- 5° incidence directe: l'incidence des produits qui consomment réellement de l'énergie pendant l'utilisation;
- 6° incidence indirecte: l'incidence des produits qui ne consomment pas d'énergie mais qui contribuent à la conservation d'énergie pendant l'utilisation;
- 7° distributeur: un détaillant ou toute autre personne qui vend, loue, offre en location-vente ou expose des produits à destination de l'utilisateur final;
- 8° fournisseur: le fabricant ou son représentant agréé dans l'Union Européenne ou l'importateur qui met le produit sur le marché ou le met en service dans l'Union Européenne. En leur absence, toute personne physique ou morale qui met sur le marché ou met en service des produits relevant du présent arrêté est

van Richtlijn 92/75/EEG – hierna “richtlijn 2010/30/EU” genoemd - om in Belgische recht.

Art. 2. Voor de uitvoering van onderstaand besluit, wordt verstaan onder :

- 1° “energiegerelateerd product”, hierna “product” genoemd: elk in de handel gebracht en/of in gebruik genomen goed dat tijdens het gebruik een effect heeft op het energieverbruik, met inbegrip van onderdelen die bedoeld zijn om in onder dit besluit vallende energiegerelateerde producten te worden ingebouwd en die ten behoeve van eindgebruikers in de handel worden gebracht en/of in gebruik worden genomen als losse onderdelen waarvan de milieuprestaties onafhankelijk kunnen worden beoordeeld;
- 2° fiche: een standaardtabel met informatie betreffende een product;
- 3° andere belangrijke hulpbronnen: water, chemische stoffen en alles wat een product bij normaal gebruik voorts verbruikt;
- 4° aanvullende informatie: andere informatie over de prestaties en kenmerken van een product, die verband houdt met het energieverbruik van het product of het verbruik van andere belangrijke hulpbronnen, of die nuttig is om zulks te evalueren, en die is gebaseerd op meetbare gegevens;
- 5° direct effect: het effect van producten die werkelijk energie verbruiken tijdens het gebruik;
- 6° indirect effect: het effect van producten die geen energie verbruiken, maar die bijdragen tot energiebehoud tijdens het gebruik;
- 7° handelaar: een detailhandelaar of andere persoon die producten aan eindgebruikers verkoopt, verhuurt, in huurkoop aanbiedt of voor hen uitstalt;
- 8° leverancier: de fabrikant of zijn officiële vertegenwoordiger in de Europese Unie of de invoerder die het product in de Europese Unie in de handel brengt of in gebruik neemt. Bij gebreke daarvan wordt iedere natuurlijke of rechtspersoon die onder dit besluit vallende producten in de handel brengt of in gebruik

considérée comme un fournisseur;

neemt, als leverancier beschouwd;

9° mise sur le marché: la première mise à disposition sur le marché de l'Union Européenne d'un produit en vue de sa distribution ou de son utilisation dans l'Union Européenne, à titre onéreux ou gratuit, indépendamment de la technique de vente mise en œuvre;

9° in de handel brengen: een product voor het eerst op de markt van de Europese Unie aanbieden, tegen vergoeding of kosteloos, met het oog op de distributie of het gebruik ervan binnen de Europese Unie, ongeacht de verkoopstechniek;

10° mise en service: la première utilisation d'un produit, aux fins pour lesquelles il a été conçu, dans l'Union Européenne;

10° ingebruikneming: het eerste gebruik van een product in de Europese Unie, overeenkomstig het gebruiksdoel;

11° utilisation non autorisée de l'étiquette: l'utilisation de l'étiquette par un utilisateur autre que les autorités d'un État membre ou les institutions de l'Union Européenne, d'une manière non prévue dans le présent arrêté ou dans un arrêté d'application;

11° onrechtmatig gebruik van het etiket: ieder gebruik van het etiket, anders dan door autoriteiten van een lidstaat of door instellingen van de Europese Unie, op een wijze waarin niet is voorzien in dit besluit, noch in enig uitvoeringsbesluit;

12° actes d'application: les règlements délégués européens pris en application de la Directive 2010/30/UE ou les arrêtés ministériels transposant les autres actes délégués européens pris en application de la Directive 2010/30/UE;

12° uitvoeringshandelingen: de Europese gedelegeerde verordeningen genomen in toepassing van de Richtlijn 2010/30/EU of de ministeriële besluiten die de andere Europese gedelegeerde handelingen genomen in toepassing van de Richtlijn 2010/30/EU omzetten;

13° administrations compétentes: la Direction générale de l'Énergie et la Direction générale du Contrôle et de la Médiation du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Énergie, ainsi que la Direction générale de l'Environnement du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

13° bevoegde overheden: de Algemene Directie Energie en de Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, en de Algemene Directie Leefmilieu van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

14° «ministre»: le ministre fédéral qui a l'énergie dans ses attributions.

14° «minister»: de federale minister bevoegd voor energie.

Art. 3. Le présent arrêté établit un cadre pour l'information des utilisateurs finals, notamment par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation ainsi que des renseignements complémentaires relatifs aux produits liés à l'énergie, permettant ainsi aux utilisateurs finals de choisir des produits ayant un meilleur rendement.

Art. 3. Dit besluit biedt een kader voor de informatie van de eindgebruiker, met name door middel van etikettering en verstrekking van standaard productinformatie over het energieverbruik en, waar van toepassing, het verbruik van andere essentiële hulpbronnen tijdens het gebruik, alsmede aanvullende informatie op dat gebied voor energiegerelateerde producten, zodat de eindgebruiker kan kiezen voor efficiëntere producten.

Le présent arrêté s'applique aux produits liés à l'énergie qui ont une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et, le

Dit besluit is van toepassing op energiegerelateerde producten met een significant direct of indirect effect op het energieverbruik en,

cas échéant, sur d'autres ressources essentielles pendant leur utilisation.

Le présent arrêté ne s'applique pas:

1° aux produits d'occasion;

2° à tout moyen de transport de personnes ou de marchandises;

3° à la plaquette de puissance ou son équivalent, apposée pour des motifs de sécurité sur les produits.

Art. 4. § 1^{er}. Tous les fournisseurs et distributeurs établis sur le territoire belge remplissent les obligations établies aux articles 7 et 8.

Pour les produits régis par le présent arrêté, l'apposition d'autres étiquettes, marques, symboles ou inscriptions qui ne satisfont pas aux exigences du présent arrêté et des actes d'application correspondants est interdite, si elle risque d'induire en erreur l'utilisateur final ou de créer chez lui une confusion en ce qui concerne la consommation d'énergie ou, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation.

§ 2. Lorsqu'il est constaté qu'un produit ne respecte pas toutes les exigences prévues par le présent arrêté et ses actes d'application en ce qui concerne l'étiquette et la fiche, le fournisseur est tenu de mettre ce produit en conformité avec ces exigences dans les quatre semaines qui suivent le procès-verbal de constatation.

Lorsqu'il existe une présomption qu'un produit n'est pas conforme aux exigences prévues par le présent arrêté et ses actes d'application, l'article 5 est mis en oeuvre.

§ 3. Tous les quatre ans, un rapport est soumis à la Commission Européenne, contenant des informations détaillées sur les activités de mise en oeuvre et le niveau de conformité sur le territoire belge

Art. 5. Lorsqu'il existe une présomption qu'un produit n'est pas conforme aux exigences prévues par le présent arrêté ou un acte d'application, les administrations compétentes font procéder, chacune

waar van toepassing, op het verbruik van andere essentiële hulpbronnen tijdens het gebruik.

Dit besluit is niet van toepassing op:

1° tweedehandsproducten;

2° middelen voor personen- of goederenvervoer;

3° het plaatje waarop het vermogen is vermeld of het equivalent daarvan, dat met het oog op de veiligheid op de producten wordt aangebracht.

Art. 4. § 1. Alle in België gevestigde leveranciers en handelaren moeten aan hun verplichtingen als bedoeld in de artikelen 7 en 8 voldoen.

Met betrekking tot de producten die onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen, wordt het aanbrengen van andere etiketten, merktekens, symbolen of opschriften die niet voldoen aan de eisen van dit besluit en van de desbetreffende uitvoeringshandelingen verboden, indien dit tot misleiding of verwarring bij de eindgebruikers over het verbruik van energie of, waar van toepassing, andere essentiële hulpbronnen tijdens het gebruik kan leiden.

§ 2. Wanneer er vastgesteld wordt dat een product niet voldoet aan de in dit besluit en de uitvoeringshandelingen bepaalde vereisten inzake etikettering en fiches, is de leverancier verplicht ervoor te zorgen dat het product binnen de vier weken na het procesverbaal van vaststelling aan die vereisten voldoet.

Wanneer er een vermoeden bestaat dat een product niet voldoet aan de in dit besluit en de uitvoeringshandelingen bepaalde vereisten, wordt artikel 5 toegepast.

§ 3. Om de vier jaar wordt er een verslag ingediend bij de Europese Commissie, met nadere gegevens over de handhavingsactiviteiten en de mate van naleving binnen het Belgisch grondgebied.

Art. 5. § 1. Wanneer er een vermoeden bestaat dat een product niet voldoet aan de in dit besluit of een uitvoeringshandeling bepaalde vereisten, kunnen de bevoegde administraties, ieder wat haar betreft,

en ce qui la concerne, à une vérification du produit en cause sur base d'un prélèvement gratuit de ce produit en un nombre d'exemplaires suffisant pour permettre l'évaluation de la conformité.

La vérification des produits prélevés est confiée à un laboratoire agréé conformément aux dispositions de l'article 13.

Si lors de la vérification, il apparaît qu'il n'est pas satisfait aux exigences du présent arrêté ou d'un acte d'application, notification motivée par lettre recommandée à la poste en est faite au fournisseur en précisant si la non-conformité résulte:

- 1° du non-respect des exigences visées dans le présent arrêté ou dans un acte d'application, en l'absence de normes harmonisées;
- 2° d'une mauvaise application des normes harmonisées, si elles existent;
- 3° d'une lacune des normes harmonisées si elles existent.

Dans un délai d'un mois, à dater de la notification visée à l'alinéa 3, l'intéressé peut adresser à l'autorité compétente, par lettre recommandée à la poste, une demande de réexamen sur la base d'une motivation technique circonstanciée.

Lorsque le résultat du réexamen est connu ou lorsque l'intéressé n'a pas demandé de réexamen dans les trente jours de la notification visée à l'alinéa 3, l'autorité compétente prend les mesures préventives nécessaires, ainsi que des mesures visant à assurer la conformité du produit dans un délai précis, compte tenu du préjudice occasionné.

Si la non-conformité persiste, l'administration compétente peut prendre une décision restreignant ou interdisant la mise sur le marché et/ou la mise en service du produit en question ou veiller à ce qu'il soit retiré du marché.

Si le produit est retiré du marché ou si sa mise sur le marché est interdite, l'administration compétente en informe immédiatement la Commission Européenne et les autres États membres.

Art. 6. L'information sur la consommation en énergie électrique et en autres formes d'énergie

overgaan tot een onderzoek van het betrokken product op basis van een kosteloze monstername van dit product in een voldoende aantal exemplaren om de evaluatie van de conformiteit toe te laten.

Het onderzoek van de producten wordt aan een conform de bepalingen van artikel 13 erkend laboratorium toevertrouwd.

Indien uit het onderzoek, blijkt dat er niet wordt voldaan aan de vereisten van dit besluit of van een uitvoeringshandeling, wordt daarvan bij een ter post aangetekende brief kennisgeving gedaan aan de leverancier, waarbij wordt verklaard of het conformiteitsgebrek voortspruit uit:

- 1° de niet-inachtneming van de vereisten bedoeld in dit besluit of in een uitvoeringshandeling, in afwezigheid van geharmoniseerde normen;
- 2° een verkeerde toepassing van de geharmoniseerde normen, indien deze bestaan;
- 3° een leemte in de geharmoniseerde normen, indien deze bestaan.

Binnen een termijn van een maand na de kennisgeving bedoeld in het derde lid, kan betrokkene bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde overheid een aanvraag tot een nieuw onderzoek richten op basis van een uitvoerige technische motivering.

Wanneer het resultaat van het nieuw onderzoek bekend is of wanneer betrokkene binnen 30 dagen na de kennisgeving bedoeld in het derde lid geen nieuw onderzoek heeft gevraagd, neemt de bevoegde overheid de nodige preventieve maatregelen, alsmede maatregelen die gericht zijn op het naleven van de vereisten binnen een precies tijdschema, rekening houdend met het veroorzaakte nadeel.

Wanneer de niet-naleving voortduurt, kan de bevoegde administratie het in de handel brengen en/of in gebruik nemen van het product in kwestie beperken of verbieden of ervoor zorgen dat het product uit de handel wordt genomen.

Indien het product uit de handel wordt genomen of niet in de handel mag worden gebracht, geeft de bevoegde administratie er onmiddellijk kennis van aan de Europese Commissie en aan de andere lidstaten.

Art. 6. De informatie over het verbruik van elektrische energie, van andere vormen van energie

ainsi que, le cas échéant, en autres ressources essentielles pendant l'utilisation et les informations complémentaires doivent, conformément aux actes d'application, être portées à la connaissance des utilisateurs finals au moyen d'une fiche et d'une étiquette relatives aux produits offerts à la vente, à la location ou à la location-vente ou exposés à destination de l'utilisateur final, directement ou indirectement par tout mode de vente à distance, y compris l'internet.

L'information visée à l'alinéa 1^{er} ne doit être fournie pour les produits intégrés ou installés que lorsque l'acte d'application correspondant l'exige.

Toute publicité, dans laquelle des informations ayant trait à l'énergie ou au prix sont divulguées, pour un modèle spécifique de produits liés à l'énergie régis par un acte d'application, doit comporter une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Tout matériel promotionnel technique sur les produits liés à l'énergie qui décrit les paramètres techniques spécifiques d'un produit, à savoir les manuels techniques et les brochures de fabricants, qu'il soit imprimé ou disponible en ligne, doit fournir aux utilisateurs finals les informations nécessaires concernant la consommation d'énergie ou comporter une référence à la classe d'efficacité énergétique du produit.

Art. 7. § 1^{er}. Les fournisseurs qui mettent sur le marché ou qui mettent en service les produits régis par un acte d'application fournissent une étiquette et une fiche conformément au présent arrêté et à l'acte d'application;

Les fournisseurs produisent une documentation technique suffisante pour permettre d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et sur la fiche. Cette documentation technique comprend:

- 1° une description générale du produit,
- 2° s'il y a lieu, les résultats des calculs de conception effectués,
- 3° les rapports d'essais, s'ils sont disponibles, y compris ceux effectués par des organismes notifiés compétents,

en, waar van toepassing, van andere belangrijke hulpbronnen tijdens het gebruik, alsmede de aanvullende informatie, overeenkomstig de uitvoeringshandelingen, moet onder de aandacht van de eindgebruikers gebracht worden door middel van een fiche en een etiket dat betrekking heeft op producten die aan eindgebruikers direct of indirect via enige vorm van verkoop op afstand, inclusief via het internet, te koop, te huur of in huurkoop worden aangeboden, dan wel voor hen worden uitgesteld.

De onder het eerste lid bedoelde informatie moet slechts verstrekt worden met betrekking tot ingebouwde of geïnstalleerde producten, indien de overeenstemmende uitvoeringshandeling dat zo bepaalt.

Reclame voor een specifiek model van energiegerelateerde producten dat onder een uitvoeringshandeling valt en waarin energiegerelateerde informatie of informatie over de prijs wordt vermeld, moet een verwijzing naar de energie-efficiëntieklasse van het product bevatten.

Al het technisch reclamemateriaal betreffende energiegerelateerde producten waarin de specifieke technische parameters van een product beschreven worden, te weten technische handleidingen en brochures van de fabrikant, in gedrukte vorm of online, moet de eindgebruikers de nodige informatie over het energieverbruik verschaffen of een verwijzing naar de energie-efficiëntieklasse van het product bevatten.

Art. 7. § 1. De leveranciers die in een uitvoeringshandeling behandelde producten in de handel brengen of in dienst stellen, verstrekken een etiket en een fiche overeenkomstig dit besluit en de uitvoeringshandeling;

De leveranciers stellen een technische documentatie op, die toereikend is om te controleren of de informatie op het etiket en de fiche juist is. De technische documentatie moet het volgende omvatten:

- 1° een algemene beschrijving van het product;
- 2° indien zinvol, de resultaten van uitgevoerde ontwerpberekeningen;
- 3° testrapporten, indien beschikbaar, met inbegrip

4° lorsque les chiffres sont utilisés pour des modèles similaires, les références permettant l'identification de ces derniers.

À cette fin, les fournisseurs peuvent utiliser la documentation déjà établie conformément à la législation de l'Union.

§ 2. Les fournisseurs mettent cette documentation technique à disposition, aux fins de contrôle, pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit concerné. Les fournisseurs mettent à la disposition de l'autorité compétente et de la Commission Européenne une version électronique de la documentation technique, si elles en font la demande, dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande.

§ 3. Les fournisseurs fournissent gratuitement aux distributeurs les étiquettes nécessaires, en ce qui concerne l'étiquetage et les informations relatives aux produits ;

Sans préjudice de la possibilité de choisir leur système de livraison des étiquettes, les fournisseurs livrent rapidement les étiquettes aux distributeurs qui en font la demande;

Les fournisseurs fournissent, outre les étiquettes, une fiche d'information;

Les fournisseurs incluent une fiche d'information dans toutes les brochures relatives au produit. Lorsque le fournisseur ne fournit pas de brochures relatives au produit, il fournit des fiches dans les autres documents fournis avec le produit.

§ 4. Les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et les fiches qu'ils fournissent;

Les fournisseurs sont réputés avoir marqué leur accord pour la publication des informations figurant sur l'étiquette ou dans la fiche.

Art. 8. Les distributeurs apposent correctement, de façon visible et lisible, les étiquettes et incluent la fiche dans la brochure relative au produit ou dans

van die welke opgesteld zijn door bevoegde aangemelde instanties;

4° de referenties voor de identificatie van soortgelijke modellen, indien waarden worden gebruikt voor die modellen.

Daartoe mogen de leveranciers gebruikmaken van reeds op grond van de wetgeving van de Unie voorgeschreven documentatie.

§ 2. De leveranciers houden de technische documentatie beschikbaar voor inspectiedoeleinden gedurende een periode van vijf jaar nadat het laatste product in kwestie werd vervaardigd.

De leveranciers stellen op verzoek een elektronische versie van de technische documentatie ter beschikking van de bevoegde overheid en van de Europese Commissie binnen tien werkdagen na ontvangst van het verzoek.

§ 3. De leveranciers verstrekken gratis de nodige etiketten aan de handelaars met het oog op de etikettering en de productinformatie;

Zonder afbreuk te doen aan de vrije keuze van de leveranciers wat hun systeem voor de levering van etiketten betreft, leveren de leveranciers ten spoedigste de door de handelaars aangevraagde etiketten;

De leveranciers verstrekken naast de etiketten, een fiche met productinformatie;

De leveranciers voorzien alle brochures over het product van een fiche. Indien door de leverancier geen brochures over het product worden verstrekt, voegt hij fiches bij andere schriftelijke informatie die met het product wordt verstrekt.

§ 4. De leveranciers zijn verantwoordelijk voor de juistheid van de door hen verstrekte etiketten en fiches;

De leveranciers worden geacht hun toestemming te hebben gegeven voor de bekendmaking van de informatie op het etiket of de fiche.

Art. 8. De handelaren brengen de etiketten aan naar behoren, goed zichtbaar en gemakkelijk leesbaar, en stellen de fiche beschikbaar in de productbrochure

les autres documents fournis avec le produit au moment de sa vente à l'utilisateur final;

Les distributeurs apposent, chaque fois qu'un produit régi par un acte d'application est exposé, une étiquette appropriée à l'emplacement bien visible prévu dans l'acte d'application concerné et dans la langue de la région.

Art. 9. Lorsque les produits sont offerts à la vente, à la location ou à la location-vente par correspondance, sur catalogue, via l'internet, par démarchage téléphonique ou par tout autre moyen qui implique qu'on ne peut pas s'attendre à ce que l'utilisateur final potentiel voie le produit exposé, les actes d'application contiennent des dispositions visant à garantir que les utilisateurs finals potentiels reçoivent les informations relatives au produit figurant sur l'étiquette et dans la fiche avant d'acheter le produit. Les actes d'application précisent, le cas échéant, la façon dont l'étiquette ou la fiche, ou les informations qu'elles contiennent, sont montrées ou fournies à l'utilisateur final potentiel.

Art. 10. La mise sur le marché ou la mise en service des produits qui sont régis par le présent arrêté ou l'acte d'application correspondant et qui y satisfont ne peuvent pas être interdites, restreintes ou empêchées;

Jusqu'à preuve du contraire, les étiquettes et les fiches sont considérées comme satisfaisant aux dispositions du présent arrêté et des actes d'application. L'administration compétente peut exiger que les fournisseurs apportent des preuves au sens de l'article 6 quant à l'exactitude des informations figurant sur leurs étiquettes ou fiches, lorsqu'elle a des raisons de soupçonner que ces informations sont incorrectes.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsqu'un produit est régi par un acte d'application, les pouvoirs adjudicateurs qui passent des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services conformément à la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, qui ne sont

of in andere schriftelijke informatie die met het product wordt verstrekt wanneer het wordt verkocht aan eindgebruikers;

Wanneer een onder een uitvoeringshandeling vallend product wordt uitgesteld, bevestigen de handelaren een passend etiket in de taal van het gewest op de in de overeenstemmende uitvoeringshandeling gespecificeerde, duidelijk zichtbare plaats.

Art. 9. Wanneer de producten te koop, te huur of in huurkoop worden aangeboden door postorderbedrijven, aan de hand van catalogi, via het internet, via telemarketing of op een andere wijze die inhoudt dat de potentiële eindgebruiker het product waarschijnlijk niet uitgesteld ziet, wordt in de uitvoeringshandelingen bepaald dat potentiële eindgebruikers de informatie krijgen die op het etiket voor dit product en op de fiche wordt vermeld, alvorens zij het product kopen. In de uitvoeringshandelingen wordt, waar van toepassing, bepaald op welke wijze het etiket of de fiche of de op het etiket of de fiche vermelde informatie wordt aangebracht of aan de potentiële eindgebruiker ter beschikking wordt gesteld.

Art. 10. Het in de handel brengen of in dienst stellen van producten die onder dit besluit en de geschikte uitvoeringshandeling vallen en eraan voldoen, mogen niet verboden, beperkt of verhinderd worden;

Tenzij het tegendeel wordt bewezen, wordt ervan uitgegaan dat met het etiket of het fiche is voldaan aan de bepalingen van dit besluit en de uitvoeringshandelingen. De bevoegde administratie kan van de leveranciers eisen dat ze bewijzen als bedoeld in artikel 6 overleggen van de juistheid van de op hun etiketten of fiches verstrekte informatie, indien er gegronde vermoedens bestaan dat deze informatie niet juist is.

Art. 11. § 1. Wanneer een product onder een uitvoeringshandeling valt, streven aanbestedende diensten die openbare contracten voor leveringen, werken of diensten sluiten als bedoeld in Richtlijn 2004/18/EG van het Europees Parlement en de Raad van 31 maart 2004 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en

pas exclus en vertu des articles 12 à 18 de ladite directive, veillent à n'acquérir que des produits qui satisfont aux critères consistant à présenter les niveaux de performance les plus élevés et à appartenir à la classe d'efficacité énergétique la plus élevée. Le ministre peut aussi imposer aux pouvoirs adjudicateurs de n'acquérir que des produits qui satisfont aux dits critères. Le ministre de l'Energie peut subordonner l'application desdits critères à l'efficacité au regard du coût, à la faisabilité économique et à l'adéquation technique, ainsi qu'à un niveau de concurrence suffisant.

§ 2. Le paragraphe 1 s'applique aux marchés dont la valeur est supérieure ou égale aux seuils fixés à l'article 7 de la directive 2004/18/CE.

§ 3. Les mesures d'incitation pour un produit régi par un acte d'application visent à atteindre les niveaux de performance les plus élevés, y compris la classe d'efficacité énergétique la plus élevée, fixés dans l'acte d'application concerné. Les impôts et les mesures fiscales ne constituent pas des incitations aux fins du présent arrêté.

Lorsque des mesures d'incitation sont mises en place pour des produits, tant pour les utilisateurs finals qui utilisent des produits à haute efficacité que pour les entreprises qui promeuvent et produisent ces produits, les niveaux de performance des produits sont exprimés en classes, conformément à l'acte d'application concerné, sauf lorsque des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans l'acte d'application pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée sont imposés. Des niveaux de performance supérieurs au seuil fixé dans l'acte d'application pour la classe d'efficacité énergétique la plus élevée peuvent être imposés.

Art. 12. § 1^{er}. Les spécifications relatives à l'étiquette et à la fiche sont définies au moyen d'actes d'application pour chaque type de produit.

Les dispositions des actes d'application concernant les informations figurant sur l'étiquette et dans la fiche, relatives à la consommation du produit en énergie ou en autres ressources essentielles pendant son utilisation, permettent aux utilisateurs finals d'effectuer leur achat en meilleure connaissance de cause.

Lorsqu'un acte d'application prévoit des

diensten, die niet zijn uitgesloten uit hoofde van de artikelen 12 tot 18 van die richtlijn, ernaar uitsluitend producten aan te kopen die aan de hoogste prestatieniveaus voldoen en tot de hoogste energie-efficiëntieklasse behoren. De minister kan van aanbestedende diensten eisen dat zij uitsluitend producten aankopen die aan voornoemde criteria voldoen. De minister van Energie kan de toepassing van die criteria laten afhangen van de kosteneffectiviteit, de economische haalbaarheid en de technische geschiktheid, en voldoende mededinging.

§ 2. Lid 1 is van toepassing op contracten waarvan de waarde gelijk is aan of groter is dan de in artikel 7 van Richtlijn 2004/18/EG bepaalde drempelbedragen.

§ 3. De stimulansen voor een product dat onder een uitvoeringshandeling valt nemen als doelstelling het hoogste prestatieniveau en de hoogste energie-efficiëntieklasse die in de toepasselijke uitvoeringshandeling is vastgelegd. Fiscale en budgettaire maatregelen worden niet beschouwd als stimulansen voor de toepassing van dit besluit.

Wanneer stimulansen verstrekt worden voor producten, zowel voor eindgebruikers die zeer efficiënte producten gebruiken als voor bedrijven die dergelijke producten aanprijzen en produceren, worden de prestatieniveaus uitgedrukt in klassen als bepaald in de geschikte uitvoeringshandeling, behalve wanneer hogere prestatieniveaus opgelegd worden dan de drempel voor de hoogste energie-efficiëntieklasse in de uitvoeringshandeling. Hogere prestatieniveaus dan de drempel voor de hoogste energie-efficiëntieklasse in de uitvoeringshandeling kunnen opgelegd worden.

Art. 12. § 1. Details betreffende het etiket en de fiche worden vastgesteld in uitvoeringshandelingen voor ieder soort product.

Dankzij bepalingen in uitvoeringshandelingen betreffende de op het etiket en de fiche verstrekte informatie over het verbruik van energie en van andere essentiële hulpbronnen tijdens het gebruik, kunnen de eindgebruikers hun aankoopbeslissingen met meer kennis van zaken nemen.

Wanneer in een uitvoeringshandeling bepalingen

dispositions concernant à la fois l'efficacité énergétique et la consommation du produit en ressources essentielles, le dessin et le contenu de l'étiquette mettent en évidence l'efficacité énergétique du produit.

§ 2. Les actes d'application indiquent en particulier:

1° la définition exacte du type de produits à mentionner;

2° les normes et les méthodes de mesure à appliquer pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er};

3° les précisions relatives à la documentation technique exigée en vertu de l'article 7;

4° le dessin et le contenu de l'étiquette visée à l'article 6 qui est, dans tous les cas, clairement visible et lisible. Le modèle de l'étiquette utilise comme base la classification «A à G»; les degrés de la classification correspondent à des économies significatives d'énergie et de coût pour les utilisateurs finals.

Trois classes supplémentaires peuvent être ajoutées à la classification en fonction des progrès technologiques. Ces classes supplémentaires seront désignées par les signes A+, A++ et A+++ pour la classe la plus efficace. En principe, le nombre total de classes sera limité à sept, sauf si un plus grand nombre de classes sont encore peuplées.

L'échelle de couleurs comprend au maximum sept couleurs différentes allant du vert foncé au rouge. Seul le code couleur de la classe la plus élevée est toujours le vert foncé. S'il y a plus de sept classes, seule la couleur rouge peut être subdivisée.

La classification est revue en particulier lorsque, dans le marché intérieur, une proportion importante de produits atteint les deux classes d'efficacité énergétique les plus élevées et lorsque des économies supplémentaires peuvent être réalisées par une plus grande différenciation des produits.

Les critères détaillés pour une éventuelle reclassification des produits sont, le cas échéant, définis au cas par cas dans l'acte d'application;

5° l'endroit où l'étiquette doit être apposée sur le produit exposé et la manière dont l'étiquette et/ou l'information doit être fournie dans le cas des offres de vente prévues par l'article 9. Si nécessaire, les actes d'application peuvent prévoir que l'étiquette est apposée sur le produit ou imprimée sur l'emballage, ou définir des exigences relatives à l'impression des étiquettes dans les catalogues ou à

worden vastgesteld met betrekking tot de energie-efficiëntie en het verbruik van essentiële hulpbronnen van een product, wordt in het ontwerp en de inhoud van het etiket de energie-efficiëntie van het product benadrukt.

§ 2. De uitvoeringshandelingen bevatten met name:

1° de exacte omschrijving van het betrokken soort product;

2° de meetnormen en -methoden die moeten worden gebruikt bij het verkrijgen van de in artikel 3, lid 1, bedoelde informatie;

3° de bijzonderheden van de uit hoofde van artikel 7 vereiste technische documentatie;

4° de lay-out en inhoud van het in artikel 6 bedoelde etiket, dat altijd goed zichtbaar en gemakkelijk leesbaar moet zijn. Het formaat van het etiket gebruikt als basis de indeling in klassen waarbij gebruik wordt gemaakt van letters van A tot G; de stappen van de indeling in klassen stemmen overeen met significante energie- en kostenbesparingen vanuit het oogpunt van de eindgebruiker.

Er kunnen drie bijkomende klassen aan de indeling worden toegevoegd indien dat gelet op de technologische vooruitgang nodig is. Die bijkomende klassen zijn A+, A++ en A+++ voor de meest efficiënte klasse; in principe wordt het totale aantal klassen beperkt tot zeven, tenzij er nog meer klassen met producten zijn.

De kleurenschaal bestaat uit niet meer dan zeven verschillende kleuren, van donkergroen tot rood. De kleur van uitsluitend de hoogste klasse is altijd donkergroen. Indien er meer dan zeven klassen zijn, mag uitsluitend de rode kleur worden herhaald.

De indeling in klassen wordt geëvalueerd in het bijzonder wanneer een significant aandeel van de producten op de interne markt in de twee hoogste energie-efficiëntieklassen wordt ingedeeld en wanneer bijkomende besparingen mogelijk worden door de producten verder te differentiëren.

De nadere criteria voor een mogelijke herindeling van producten worden, waar van toepassing, per geval bepaald in de betrokken uitvoeringshandeling;

5° de plaats waar het etiket op het uitgestalde product moet worden aangebracht en de manier

leur utilisation dans le cas des ventes à distance et des ventes via l'internet;

6° le contenu de la fiche ou des informations complémentaires prévues à l'article 6 et à l'article 7, § 2, et, si nécessaire, son format ainsi que d'autres précisions à cet égard. Les informations figurant sur l'étiquette sont également incluses dans la fiche;

7° le contenu spécifique de l'étiquette indiquant, notamment, selon le cas, la classe énergétique et d'autres niveaux pertinents de performance du produit, de façon lisible et visible;

8° la durée du classement énergétique, le cas échéant, conformément au 4°;

9° le degré d'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et dans les fiches;

10° la date à laquelle l'acte d'application sera évalué et, éventuellement, modifié, en tenant compte du rythme des progrès technologiques.

Art. 13. Les laboratoires d'essais désignés pour accomplir les tâches visées à l'article 5 sont notifiés à la Commission Européenne.

Pour être agréés et le rester, les laboratoires d'essais doivent satisfaire aux critères généraux en matière de laboratoires d'essais et d'organismes de certification déterminés dans les normes NBN-EN 17025 et suivantes qui leur sont applicables.

Art. 14. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée au ministre. A la demande doivent être jointes les pièces établissant que le laboratoire satisfait aux conditions visées par l'article 13.

Le ministre fixe la date et les modalités selon lesquelles les laboratoires d'essais doivent apporter la démonstration de leur conformité aux normes NBN-

waarop het etiket en/of de informatie moeten worden verstrekt wanneer het product op een van de onder artikel 9 vallende wijzen te koop wordt aangeboden. Zo nodig kan in de uitvoeringshandelingen worden bepaald dat het etiket op het product moet worden aangebracht of op de verpakking moet worden afgedrukt, of kunnen de details worden bepaald van de etiketteringsvereisten voor afdrukken in catalogi, voor verkoop op afstand en verkoop via het internet;

6° de inhoud en, zo nodig, het formaat en andere bijzonderheden betreffende de fiche of nadere informatie als aangegeven in artikel 6 en artikel 7, § 2. De op het etiket gegeven informatie moet ook op de fiche staan;

7° de specifieke inhoud van het etiket voor reclamedoelinden, inclusief, indien aangewezen, de energieklassen en de andere relevante prestatieniveaus van het product in kwestie, in een leesbare en zichtbare vorm;

8° de duur van de etiketteringsklasse(n), waar van toepassing, overeenkomstig 4°;

9° de mate van nauwkeurigheid van de informatie op het etiket en de fiches;

10° de datum voor de evaluatie en de eventuele herziening van de uitvoeringshandeling, rekening houdend met de snelheid van de technologische vooruitgang.

Art. 13. De Europese Commissie wordt in kennis gesteld van de beproevingslaboratoria die voor het uitvoeren van de in artikel 5 genoemde taken zijn aangewezen.

Om erkend te worden en te blijven moeten de beproevingslaboratoria voldoen aan de criteria inzake beproevingslaboratoria en keuringsinstellingen die bepaald zijn in de normen NBN-EN 17025 en volgende die op hen van toepassing zijn.

Art. 14. § 1. De aanvraag tot erkenning moet worden gericht aan de minister. Bij de aanvraag dienen de stukken te worden gevoegd waaruit blijkt dat het laboratorium voldoet aan de in artikel 13 bedoelde voorwaarden.

De minister bepaalt de datum en de modaliteiten volgens dewelke de beproevingslaboratoria het bewijs moeten leveren dat zij conform zijn met de

EN 17025 et suivantes qui leur sont applicables par la présentation d'une accréditation délivrée sur base de la loi du 20 juillet 1991 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais, et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. La demande est examinée par les fonctionnaires et agents visés à l'article 18, chacun en ce qui le concerne. Les fonctionnaires et agents peuvent se faire assister par des experts.

Les frais résultant de prestations de tiers et se rapportant à l'examen de la demande incombent au demandeur.

§ 3. Si l'examen visé au § 2 donne un résultat positif, les fonctionnaires et agents soumettent la proposition d'agrément au ministre qui prend une décision.

Si l'examen visé au §2 donne un résultat négatif, le refus est communiqué, avec indication des motifs, au laboratoire concerné, par lettre recommandée à la poste.

Art. 15. L'agrément est accordé pour une durée maximale de 5 ans.

La demande de renouvellement de l'agrément est introduite au plus tard six mois avant l'expiration de la durée de l'agrément, conformément aux dispositions de l'article 14.

Art. 16. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les agents visés à l'article 18 peuvent entrer librement dans les locaux des laboratoires agréés. Ils peuvent réclamer et vérifier tous les documents et données utiles attestant du respect des conditions d'agrément fixées par le présent arrêté. Si nécessaire, ils se font confier les documents ou une copie des documents permettant le contrôle.

Lorsqu'un ou plusieurs critères visés à l'article 13 du présent arrêté ne sont plus respectés, ils fixent un délai, permettant au laboratoire agréé de s'y conformer. Ce délai ne peut excéder trente jours.

Art. 17. Le ministre peut retirer, par décision motivée, l'agrément accordé à un laboratoire:

normes NBN-EN 17025 en volgende die op hen van toepassing zijn en dit door voorlegging van een accreditatiecertificaat die is afgeleverd op basis van de wet van 20 juli 1991 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen alsmede van beproevingslaboratoria en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. De aanvraag wordt onderzocht door de in artikel 18 bedoelde ambtenaren, ieder wat hem betreft. De ambtenaren kunnen zich laten bijstaan door deskundigen.

De kosten voortvloeiend uit de prestaties van derden en die betrekking hebben op het onderzoek van de aanvraag rusten op de aanvrager.

§ 3. Indien het onderzoek bedoeld in § 2 een positief resultaat geeft, leggen de ambtenaren het voorstel van erkenning voor aan de minister die een beslissing neemt.

Indien het onderzoek bedoeld in §2 een negatief resultaat geeft, wordt de weigering, met opgave van de redenen, bij een ter post aangetekende brief aan het betrokken laboratorium meegedeeld.

Art. 15. De erkenning wordt verleend voor een maximumduur van 5 jaar.

De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning moet ten laatste zes maanden voor de afloop van de erkenningsduur worden ingediend, conform de bepalingen van artikel 14.

Art. 16. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, hebben de ambtenaren vermeld in artikel 18 vrije toegang tot de lokalen van de erkende laboratoria. Zij kunnen alle nuttige documenten en gegevens vragen en onderzoeken die getuigen van de naleving van de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden. Indien dit nodig is, moeten de documenten of een kopie van de documenten die de controle mogelijk maakt, hen worden overhandigd.

Wanneer één of meerdere in het artikel 13 van dit besluit bedoelde criteria niet meer zijn nageleefd, stellen zij een termijn vast die het voor het erkende laboratorium mogelijk maakt zich ernaar te richten. Deze termijn mag geen dertig dagen overschrijden.

Art. 17. De minister kan bij een met redenen omklede beslissing de aan een laboratorium verleende erkenning intrekken:

- 1° si, à l'issue du délai fixé par le fonctionnaire compétent pour se conformer aux critères visés à l'article 13 du présent arrêté, il ne satisfait toujours pas à ces critères;
- 2° si, en qualité de laboratoire agréé, il exerce des activités dans un domaine pour lequel l'agrément n'est pas accordé.

Le retrait de l'agrément est notifié au laboratoire agréé, par lettre recommandée à la poste.

Art. 18. § 1^{er}. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions des chapitres 8, 9 et 10 de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur par les fonctionnaires des administrations compétentes, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. La haute surveillance de l'observation des prescriptions du présent arrêté est exercée par les fonctionnaires et agents de la Direction générale de l'Energie du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie.

§ 3. Le contrôle de l'observation des dispositions des articles 4 et 6 à 9 du présent arrêté est exercé par les fonctionnaires et agents de la Direction générale du Contrôle et de la Médiation du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie.

Le contrôle de l'observation des dispositions du présent arrêté prévu à l'article 5 est exercé par les fonctionnaires et agents:

- 1° de la Direction générale de l'Energie du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie pour ce qui concerne les mesures électriques et de gaz et les mesures de consommation énergétique;
- 2° de la Direction générale de l'Environnement du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour ce qui concerne les autres mesures.

Art. 19. L'arrêté royal du 10 novembre 1996 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres

- 1° indien deze instantie of dit laboratorium, na afloop van de door de bevoegde ambtenaar vastgestelde termijn om zich te richten naar de in artikel 13 van dit besluit bedoelde criteria, nog altijd niet aan deze criteria voldoet;
- 2° indien dit laboratorium, in de hoedanigheid van erkend laboratorium, activiteiten uitoefent op een gebied waarvoor de erkenning niet wordt verleend.

De intrekking van de erkenning wordt aan het erkende laboratorium bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

Art. 18. §1. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken 8, 9 en 10 van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, door de ambtenaren van de bevoegde administraties, elke voor wat haar betreft.

§ 2. Het hoog toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit wordt uitgeoefend door de ambtenaren en beambten van de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

§ 3. De controle op de naleving van de bepalingen van artikels 4 en 6 tot 9 van dit besluit wordt uitgeoefend door de ambtenaren en beambten van de Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

De controle op de naleving van de bepalingen van dit besluit voorzien in artikel 5 wordt uitgeoefend door de ambtenaren en beambten:

- 1° van de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie voor wat de elektrische en gas metingen en de metingen van de energieconsumptie betreft;
- 2° van de Algemene Directie Leefmilieu van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor wat de andere metingen betreft.

Art. 19. Het koninklijk besluit van 10 november 1996 betreffende de vermelding van het

ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits est abrogé avec effet au 21 juillet 2011.

Les dispositions juridiques non contraires au présent arrêté, qui font référence à des dispositions de l'arrêté royal du 10 novembre 1996, sont présumées faire référence aux dispositions équivalentes du présent arrêté.

Les arrêtés ministériels pris en application de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 et qui concernent des appareils faisant l'objet d'un règlement délégué dans le cadre de la Directive 2010/30/UE, cessent d'être applicables lorsque ce règlement délégué entre en vigueur.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 juillet 2011.

Art. 21. Le Ministre du Climat et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,

Paul MAGNETTE.

energieverbruik en het verbruik van andere hulpbronnen op de etikettering en in de standaard-productinformatie van huishoudelijke apparaten wordt met ingang van 21 juli 2011 ingetrokken.

De juridische bepalingen die niet strijdig zijn met dit besluit, waarbij verwezen wordt naar bepalingen van het koninklijk besluit van 10 november 1996, worden geacht te verwijzen naar de overeenkomstige bepalingen in dit besluit.

De ministeriele besluiten die genomen werden in uitvoering van het koninklijk besluit van 10 november 1996 et die betrekking hebben op apparaten waarvoor er een gedelegeerde verordening bestaat in het kader van Richtlijn 2010/30/EU, zijn niet meer van toepassing vanaf het in voege treden van deze gedelegeerde verordening.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 20 juli 2011.

Art. 21. De Minister van Klimaat en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Klimaat en Energie,

Paul MAGNETTE.